

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos au 31/08/2024

PRESENTE AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION
OGEC COURS MAINTENON

10 Boulevard Pasteur
83400 – HYERES

SIRET : 775 712 730 000 16

Carli **BR AUDIT CONSULTING**
Expertise Comptable
Commissariat aux Comptes
83000 TOULON
Siret 794 163 618 00018

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31/08/2024

ASSOCIATION OGEC COURS MAINTENON
Siège social : 10 Boulevard Pasteur – 83400 HYERES

Aux membres de l'association,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OGEC COURS MAINTENON, relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de votre association sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables Français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

✓ **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Bernard ROUX
BR AUDIT CONSULTING
Commissaire aux Comptes

✓ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Nos travaux ont aussi notamment consisté à apprécier la comptabilisation en charge du loyer pour sa valeur économique et analysé la différence avec qui aurait dû être effectivement payé.

Nous avons également apprécié l'application du règlement comptable ANC n° 2018-06 concernant les subventions d'investissement, qui se réfère aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérification des autres documents adressés aux membres.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier établi par le Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V. Responsabilités des personnes constituant le Conseil d'Administration relatives aux comptes annuels

Il appartient aux membres du Conseil d'Administration d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il leur incombe d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :



Bernard ROUX
BR AUDIT CONSULTING
Commissaire aux Comptes

- ❖ Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ❖ Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ❖ Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par les membres du comité directeur, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ❖ Il apprécie le caractère approprié de l'application par les membres du Conseil d'Administration de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ❖ Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LA GARDE, le 20 janvier 2025.



Bernard ROUX

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/08/2024	Net au 31/08/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	32 322	32 322		14 882
Immobilisations corporelles				
<i>Constructions</i>	11 650 078	7 188 380	4 461 698	4 754 443
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	1 423 365	1 126 730	296 634	332 753
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	1 237 707	828 342	409 366	402 239
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	289 860		289 860	153 589
<i>Avances et acomptes</i>	3 958		3 958	
Immobilisations financières				
<i>Prêts</i>	131 813		131 813	127 679
<i>Autres immobilisations financières</i>	1 863		1 863	1 863
Total I	14 770 965	9 175 774	5 595 191	5 787 448
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Créances Usagers et comptes rattachés</i>	30 725	16 149	14 576	11 920
<i>Autres</i>	108 638		108 638	52 161
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>	1 552 834		1 552 834	
<i>Disponibilités</i>	2 101 548		2 101 548	3 318 569
<i>Charges constatés d'avance</i>	121 217		121 217	109 811
Total II	3 914 962	16 149	3 898 813	3 492 461
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	18 685 927	9 191 923	9 494 004	9 279 909
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

carlf
BRAUDIE CONSULTING
 Expertise Comptable
 Commissariat aux Comptes
 83000 TOULON
 Siret 794 163 618 00018

	au 31/08/2024	au 31/08/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droits de reprise		
<i>Fonds propres complémentaires</i>	2 282 681	2 282 681
Fonds propres avec droits de reprise		
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>	2 700 000	2 700 000
Report à nouveau	2 150 150	1 874 051
Excédent ou déficit de l'exercice	541 071	276 099
Situation nette (sous-total)	7 673 902	7 132 831
Subventions d'investissement	632 798	689 348
Total I	8 306 701	7 822 179
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	280 065	261 337
Total III	280 065	261 337
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	274 733	387 064
Emprunts et dettes financières diverses	7 608	
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	163 662	160 493
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	50 210	184 932
Dettes fiscales et sociales	167 476	153 344
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	91 404	210 691
Autres dettes	148 640	76 373
Produits constatés d'avance	3 505	23 496
Total IV	907 238	1 196 393
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	9 494 004	9 279 909
(1) Dont à plus d'un an (a)	161 613	
Dont à moins d'un an (a)	581 963	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

	Exercice N 31/08/2024	Exercice N-1 31/08/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et services		
<i>Ventes de biens</i>	220	17
<i>Ventes de prestations de services</i>	4 428 948	4 202 841
Produits des tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	2 068 439	1 939 068
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	9 690	
dont dons manuels	9 690	
<i>Contributions financières</i>	396	
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	29 373	23 647
Autres produits	361 924	219 175
Total I	6 898 990	6 384 748
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	55 469	56 193
Autres achats et charges externes	2 506 659	2 442 734
Impôts, taxes et versements assimilés	247 077	285 899
Salaires et traitements	1 799 354	1 732 669
Charges sociales	789 156	736 110
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	771 856	737 135
Dotations aux provisions	29 900	73 035
Autres charges	435 958	268 992
Total II	6 635 429	6 332 769
1 . RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	263 560	51 979
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	180 657	47 673
Total III	180 657	47 673
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	2 350	3 133
Total IV	2 350	3 133
2 . RESULTAT FINANCIER (III-IV)	178 308	44 540

	Exercice N 31/08/2024	Exercice N-1 31/08/2023
3 . RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	441 868	96 519
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	86 528	14 991
Sur opérations en capital	98 210	93 815
Reprises provisions, dépréciations et transferts de charges		81 675
Total V	184 738	190 481
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	52 723	5 141
Sur opérations en capital		5 760
Dotations aux amortissements et aux provisions	412	
Total VI	53 135	10 901
4 . RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	131 602	179 580
Impôts sur les bénéfices (VIII)	32 399	
Total des produits (I+III+V)	7 264 384	6 622 902
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	6 723 313	6 346 803
EXCEDENT OU DEFICIT	541 071	276 099

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	848 779	832 083
Total	848 779	832 083
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens	848 779	832 083
Total	848 779	832 083